

Aux membres du Conseil municipal

Meyrin, le 9 décembre 2025

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984, je vous informe que votre Conseil tiendra séance le **mardi 16 décembre 2025 à 18h30**, à la Ferme de la Golette, rue de la Campagne-Charnaux 9.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Assermentation de M. Didier Jordan (MCG) en remplacement de M. Alban Osmani, démissionnaire.
2. Election de la présidence de la commission coopération et solidarité internationales, en remplacement de M. Mehmet Gül (MCG), démissionnaire de cette présidence.
3. Communications du Bureau du Conseil municipal.
4. Communications du Conseil administratif.
5. Réponses du Conseil administratif aux propositions individuelles et questions des séances précédentes.

Points non-traités lors de la dernière séance :

6. Résolution n° 2025-01a présentée par le Conseil administratif visant à formaliser un programme d'équipements publics et une image directrice pour le développement du site de Corzon ainsi que l'établissement d'un partenariat avec l'association des EMS de Meyrin et la Fondation EMS Jura la Tour, en vue de l'identification d'un site permettant l'accueil d'un nouvel EMS sur le territoire de la Commune. **Rapport de la commission urbanisme** (C. Nobs, UDC)
7. Motion n° 2025-09 présentée par Tobias Clerc, Ardonat Lokaj, Hysri Halimi, Elisa Barona Garces, Bektesh Ferati, Mehmet Gül, Philippe Poncet, Davit Ghukasyan et Cyril Nobs demandant à renforcer l'image et la cohésion du Conseil municipal par l'acquisition d'équipements sportifs adaptés aux compétitions intercommunales.

Nouveaux objets :

8. Rapport du Conseil administratif sur la prise en considération de l'initiative populaire communale « en faveur de la construction de nouvelles places de crèche répondant aux besoins réels des habitants de la Commune de Meyrin ».
9. Délibération n° 2025-29 relative à la révision du règlement communal sur la gestion des déchets, de la Ville de Meyrin.
10. Délibération n° 2025-30 relative à l'ouverture d'un crédit de CHF 538'300.- destiné à financer le remplacement de 3 véhicules et une machine de chantier, ainsi que l'acquisition d'un nouveau véhicule et de 2 vélos électriques pour les besoins des services Technique & voirie, Paysage & biodiversité et Solidarités & cohésion sociale, et à la mise en place de bornes électriques.
11. Annonces de projets.
12. Propositions individuelles.
13. Questions.

Dans l'attente du plaisir de vous rencontrer, je vous adresse, Mesdames, Messieurs, mes salutations les meilleures.

Francisco Sanchez

Président

Résolution n° 2025-01a présentée par le Conseil administratif visant à formaliser un programme d'équipements publics et une image directrice pour le développement du site de Corzon ainsi que l'établissement d'un partenariat avec l'association des EMS de Meyrin et la Fondation EMS Jura la Tour, en vue de l'identification d'un site permettant l'accueil d'un nouvel EMS sur le territoire de la Commune

Vu l'exposé des motifs ci-après;

Vu la délibération n°2022-14a, votée par le Conseil municipal le 28 février 2023, relative à l'ouverture d'un crédit de CHF 400'000.- destiné à l'étude d'une image directrice permettant de dégager une vision globale du site de Corzon (CHF 150'000.-) et à la réalisation d'aménagements réversibles et provisoires (à hauteur de CHF 250'000.-) pour un espace de sport pour tous.tes sur le terrain de Vaudagne;

Vu la résolution n°2023-07, votée par le Conseil municipal le 12 septembre 2023, validant l'inscription de trois espaces de vie enfantine au plan des investissements pour la création de nouvelles places d'accueil, et donnant mandat au service de l'urbanisme, travaux publics et énergie d'intégrer 180 places en priorité sur le site de Corzon;

Vu la résolution n°2024-01a, votée par le Conseil municipal le 25 juin 2024, relative à la garantie de l'accueil en Etablissement médico-social (EMS) pour nos aînés sur le territoire de la commune de Meyrin et la création de nouvelles places de résidence, et demandant qu'un projet de nouvel EMS soit inclus dans l'image directrice du périmètre Corzon en priorité;

Vu le plan directeur communal (PDCom) et le plan directeur communal des chemins pour piétons (PDGP) de Meyrin;

Vu les études menées par l'administration communale ayant permis de tester des variantes possibles d'aménagement du site de Corzon;

Vu le plan des investissements 2024-2034;

Vu le rapport de la commission urbanisme;

Conformément aux articles 29, al. 3 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

Le Conseil municipal, dans sa séance du 25 novembre 2025,

DECIDE

PAR XX OUI, X NON ET X ABSTENTIONS

1. De formaliser un programme d'équipements publics sur le site de Corzon, comprenant :
 - deux EVE pour un total de 180 places,
 - ~~un local destiné à recevoir le supermarché participatif paysan~~ **des locaux modulables destinés à accueillir des projets liés à l'alimentation et au social, comme une épicerie sociale et solidaire, une caisse alimentaire etc., pour en faire une maison de l'alimentation,**
 - et un lieu polyvalent à vocation intergénérationnelle (pouvant accueillir si besoin du parascolaire, la population sénior, des 15 à 25 ans ou tout autre besoin découlant de la mise en œuvre du plan d'action familles, enfance et jeunesse de la ville de Meyrin),
2. De réaliser ces équipements dans une bande bâtie située parallèlement et en retrait de l'avenue de Vaudagne, permettant de créer deux espaces publics : une petite esplanade côté avenue de Vaudagne et un espace vert généreux de l'autre côté, à même de recevoir différents usages (arborisation, sports pour tous, délassement, agriculture urbaine...),
3. ~~De soutenir les démarches de l'association des EMS de Meyrin et la Fondation EMS Jura la Tour par l'établissement d'un partenariat visant à identifier un site permettant l'accueil d'un nouvel EMS sur le territoire de la Commune,~~
3. De revenir rapidement auprès du Conseil municipal avec un projet de délibération permettant de financer ~~une étude d'urbanisme visant à définir un site adapté à l'accueil d'un EMS sur la commune de Meyrin~~ **une étude de faisabilité dans le but de permettre la réalisation d'un EMS par l'association des EMS et la fondation EMS Jura – La Tour sur le parking de Champs-Fréchets, avec l'objectif d'une réalisation à l'horizon 2030-2035.**

Résolution n° 2025-01a

Exposé des motifs

Le Conseil municipal a voté le 28 février 2023 la délibération 2022-14a relative à l'ouverture d'un crédit de CHF 400'000.- destiné d'une part à l'étude d'une image directrice permettant de dégager une vision globale du site de Corzon (CHF 150'000.-) et d'autre part à la réalisation d'aménagements réversibles et provisoires (à hauteur de CHF 250'000.-) pour un espace de sport pour tous.les sur le terrain de Vaudagne.

En parallèle du projet d'aménagements sportifs (réalisés sur site en 2024), l'étude de l'image directrice du site a été engagée fin 2023.

Cette étude a pris comme principe de base les orientations du Plan directeur communal (PDCom), adopté par le Conseil municipal le 15 décembre 2020 et approuvé par le Conseil d'Etat le 14 avril 2021. Celles-ci prévoient la création d'un parc public polyvalent, incluant des fonctions « d'exercice physique, d'alimentation, de nature en ville, agriculture urbaine, etc. (programmation et vocation à préciser) », ainsi « qu'une réserve pour un équipement public communal pour des besoins futurs (programmation à évaluer) ».

En cela, le PDCom a donné au site de Corzon une orientation différente de celle préconisée en 2012 par « l'étude directrice relative à la maîtrise des potentiels de densification » de Meyrin cité (dite étude Oberson). En effet, celle-ci ne prévoyait pas la création d'un parc, mais de deux nouveaux immeubles ayant vocation à accueillir des équipements (maison de quartier FASE, ludothèque, restaurant, production de repas pour le parascolaire), de logements (dont des logements pour étudiants) et un parking.

L'étude de l'image directrice du site « Corzon » a également été élaborée en prenant principalement en compte les données suivantes :

- La résolution n°2023-07, votée par le Conseil municipal le 12 septembre 2023, donnant mandat d'intégrer 180 places dédiées à la petite enfance en priorité sur le site de Corzon ;
- L'étude, telle que demandée par la délibération 2022-14a, d'une réponse aux besoins d'un lieu pour les jeunes de 15 à 25 ans, sollicité par l'association Corner sur le terrain de Vaudagne ;
- La résolution n°2024-01a, votée par le Conseil municipal le 25 juin 2024, demandant qu'un projet de nouvel EMS d'une centaine de places soit inclu dans l'image directrice du périmètre Corzon en priorité ;
- Le principe de maintenir des usages équivalents au hobbyland et au workout actuels ;
- L'enjeu de maintien, si possible, de potagers urbains sur site ;
- L'examen de la faisabilité d'implanter un **local de type** « supermarché participatif paysan (SPP) », ~~qui est une composante essentielle de~~ **et/ou un autre programme s'inscrivant dans** la politique alimentaire communale ~~Il s'agirait de permettre à cette activité, aujourd'hui localisée aux Vergers, de disposer de locaux plus adéquats et d'élargir son rayonnement à l'ensemble de la cité ;~~
- L'enjeu d'un maintien, si besoin et compte-tenu des fortes demandes en la matière sur la Commune, de locaux parascolaires sur site, ainsi que du besoin plus général d'un lieu polyvalent, intergénérationnel, contribuant à

mettre en œuvre le plan d'action familles, enfance et jeunesse de la ville de Meyrin, tout en restant agile sur la programmation afin de s'adapter aux besoins qui émergeront dans le futur.

Au regard de ces différentes ambitions et de la taille limitée du site de Corzon (surface de 19'000 m² et dimensions d'environ 170 m sur 110 m), un important travail de test de variantes a été effectué. Ce travail a été accompagné d'une démarche de concertation matérialisée par plusieurs séances de coordination entre les services communaux concernés, trois ateliers publics ouverts à tous, **trois séances avec les différents groupes politiques communaux et deux six** séances de Commission développement urbain (**Commission développement urbain, puis Commission urbanisme lors de la nouvelle législature**). ~~et trois ateliers publics, ouverts à tous.~~

Différents principes forts ont ainsi émergé :

- Le positionnement du site sur le territoire communal fait de lui une respiration dans le tissu urbain et une articulation fondamentale entre le cœur de cité, le village de Meyrin, les Vergers. En ce sens, il doit rester le plus possible ouvert sur son environnement et aisément traversable. Cela plaide pour ne pas construire un immeuble le long de la promenade de Corzon.
- En tant que futur espace public, il doit être à la fois agréable et attractif. Une des grandes qualités du site est d'offrir une vue dégagée sur le Jura, qu'il convient de préserver par des bâtiments plutôt bas.
- Un positionnement des futurs bâtiments en léger retrait vis-à-vis de l'avenue de Vaudagne permet de doubler l'intérêt et les usages du site, avec une petite esplanade côté avenue de Vaudagne et un parc sportif généreux de l'autre côté des futurs équipements.
- L'attractivité du site passe aussi par la possibilité d'accueillir sur site des programmes qui amèneront une certaine animation au lieu. De ce point de vue, la présence d'un point de vente, comme **le un SPP et/ou un autre programme s'inscrivant dans la politique alimentaire communale**, est potentiellement un atout. ~~Une buvette, par exemple, serait également un élément apportant de la vie sur ce site.~~ **En outre, encourager la consommation locale et renforcer le lien social sont deux enjeux majeurs pour la commune. Un supermarché participatif paysan accessible à tous les Meyrinois leur offrira un accès à des produits locaux, sains, abordables et de qualité, tout en soutenant les agriculteurs et producteurs de la région. Plus qu'un simple lieu de vente, il deviendra un espace de rencontres et d'échanges intergénérationnels, favorisant l'apprentissage des bonnes pratiques alimentaires et la solidarité au sein de la communauté. Grâce à son accès ouvert à toutes et tous, il constituera un pôle d'attractivité essentiel pour le site, attirant un public varié au-delà des usagers réguliers des autres équipements et créant ainsi un brassage social et intergénérationnel.**
- Les deux EVE de 90 places, par leur hauteur très modérée (rez + 1 étage), peuvent trouver assez facilement leur place sur le site.
- Le projet d'EMS, en revanche, est très impactant pour le site. Pour mémoire, deux dimensions ont été testées pour ce dernier, sur la base des indications données par la fondation EMS Jura la Tour : 108 places et 80 places (ce seuil de 80 places étant le minimum pour une faisabilité financière, selon les porteurs de projet). Il ressort du travail de projet les éléments suivants :
 - Au vu de la taille limitée du site, l'emprise au sol nécessaire pour implanter un EMS se fait au détriment des autres programmes bâtis potentiels.

Cela nécessite donc des arbitrages entre les différentes attentes pour le site.

- Si l'on souhaite limiter l'emprise au sol de l'EMS et laisser de la place aux autres usages souhaités pour le site de Corzon, un bâtiment « haut » est nécessaire. Un EMS de 108 places se heurte alors aux contraintes de hauteur maximum imposées par la proximité de l'aéroport (« plafond aérien ») et aux distances à respecter vis-à-vis des propriétés voisines. Cette taille d'EMS n'apparaît donc pas faisable sur le site.
- A contrario, un EMS de 80 places permet de respecter les contraintes réglementaires, mais génère tout de même un impact visuel très fort (bâtiment qui émerge à rez + 7 étages) et une sensation de densification excessive du site.
- Pour réduire cet EMS de 80 places à un rez + 6 étages, ce qui serait plus acceptable dans le site de Corzon, il faut :
 - Soit augmenter son emprise au sol, **ce qui impacte encore plus les autres programmes bâtis** ~~amène à supprimer un autre programme (souhaite-t-on supprimer une EVE ? le SPP ? les locaux enfance-jeunesse ?)~~ ;
 - Soit comprimer les surfaces de l'EMS lui-même, ce qui n'est pas conforme à l'ambition qu'un tel projet doit porter pour nos aînés.
- En outre, les analyses réalisées ont montré qu'un EMS génère **risquerait de générer** un trafic routier non négligeable (~~visiteurs, employés, livraisons, ambulances, corbillards~~ – **les enjeux liés aux visiteurs et aux employés étant à évaluer -**), à un endroit où la Commune cherche au contraire à le limiter.
- Enfin, la proximité de deux EVE et d'un EMS ~~sera probablement davantage~~ **risque d'être** génératrice de problèmes de voisinage (bruit des enfants, situations délicates liées au grand âge - **pour mémoire, l'âge d'entrée à l'EMS est à Genève de 86 ans en moyenne et la durée de séjour moyen de 3 ans -**). ~~que de~~ **Il apparaît également que les synergies intergénérationnelles sont organisables de manière ponctuelle, sans nécessité de contiguïté spatiale entre EVE et EMS.** (~~d'autant plus que, pour mémoire, l'âge d'entrée à l'EMS est à Genève de 86 ans en moyenne et la durée de séjour moyen de 3 ans~~).

En conclusion, l'ensemble des analyses réalisées, menées dans un esprit d'objectivité et d'écoute des attentes du Conseil municipal et de la commission urbanisme, permettent de proposer par la présente résolution les principes qualitatifs suivants :

- Le programme d'équipements publics sur le site de Corzon doit intégrer deux EVE pour un total de 180 places, ~~un local destiné à recevoir le supermarché participatif paysan~~ **des locaux modulables destinés à accueillir des projets liés à l'alimentation et au social, comme une épicerie sociale et solidaire, une caisse alimentaire etc., pour en faire une maison de l'alimentation**, et un lieu polyvalent à vocation intergénérationnelle (pouvant accueillir si besoin du parascolaire, la population senior, des 15 à 25 ans ou tout autre besoin découlant de la mise en œuvre du plan d'action familles, enfance et jeunesse de la ville de Meyrin).
- Ces équipements doivent se situer dans une bande bâtie située parallèlement et en retrait de l'avenue de Vaudagne, permettant de créer deux espaces publics : une petite esplanade côté avenue de Vaudagne et un espace

vert généreux de l'autre côté, à même de recevoir différents usages (arborisation, sports pour tous, délassement, agriculture urbaine...).

En parallèle, il convient bien entendu de répondre au besoin d'un nouvel EMS sur Meyrin :

- ~~En cela, il est proposé de soutenir les démarches de l'association des EMS de Meyrin et la Fondation EMS Jura la Tour, par l'établissement d'un partenariat visant à identifier un site permettant l'accueil d'un nouvel EMS sur le territoire de la Commune. Dix sites potentiels sont d'ores et déjà pré-identifiés. Un budget d'étude sera donc nécessaire pour vérifier la faisabilité d'un EMS sur chacun d'eux (disponibilité foncière, contraintes réglementaires, faisabilité urbaine et architecturale).~~
- Pour cela, il est proposé de revenir rapidement auprès du Conseil municipal avec un projet de délibération permettant de financer une étude de faisabilité dans le but de permettre la réalisation d'un EMS par l'association des EMS et la fondation EMS Jura – La Tour sur le parking de Champs-Fréchets, avec l'objectif d'une réalisation à l'horizon 2030-2035.

Motion n° 2025-09 présentée par Tobias Clerc, Ardonat Lokaj, Hysri Halimi, Elisa Barona Garces, Bektesh Ferati, Mehmet Gül, Philippe Poncet, Davit Ghukasyan et Cyril Nobs demandant à renforcer l'image et la cohésion du Conseil municipal par l'acquisition d'équipements sportifs adaptés aux compétitions intercommunales

Vu l'Article 68 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse (Cst.), qui dispose que « La Confédération encourage le sport, en particulier la formation au sport. [...] Elle peut légiférer sur la pratique du sport par les jeunes et déclarer obligatoire l'enseignement du sport dans les écoles »;

Vu la Loi fédérale sur l'encouragement du sport et de l'activité physique (LESp) de 2011, qui vise, entre autres buts, à accroître les capacités physiques de la population, promouvoir la santé, valoriser la place du sport dans l'éducation et la formation, et créer un environnement favorable au sport d'élite et à la relève;

Vu la Constitution de la République et Canton de Genève, notamment son article 219 (Sports et loisirs), qui prévoit que l'État favorise l'accès de la population à une pratique sportive et à des loisirs diversifiés, qu'il encourage et soutienne le sport scolaire, amateur, handicap et d'élite, et que le Canton et les communes soutiennent les organisations sportives et mettent les infrastructures sportives à disposition du public et des associations;

Vu la Loi sur le sport (LSport) du canton de Genève, qui établit que les activités physiques et sportives contribuent au bien-être et au maintien de la santé de la population, que le sport est une composante de la cohésion sociale et du développement économique, et que la possibilité de développer des aptitudes physiques, intellectuelles et morales par la pratique des activités sportives doit être assurée dans le cadre du système éducatif et de la vie sociale;

Vu le Plan stratégique cantonal du sport 2024-2028 à Genève, qui affirme l'ambition « d'amener chaque Genevoise et Genevois à pratiquer du sport » en assurant un accès généralisé à la pratique sportive, en soutenant les clubs, les associations et les infrastructures et en identifiant plusieurs axes : promotion du sport pour tous, sport d'élite, coopération avec les communes, etc.;

Vu la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

Le Conseil municipal, dans sa séance du 25 novembre 2025,

**D E C I D E
P A R X X**

- d'étudier et de réaliser l'acquisition d'une vingtaine d'équipements sportifs (tenues de football complètes et compléments adaptés à la course à pied) aux couleurs de la Commune ;
- de compléter ce matériel par des gourdes ainsi qu'une trousse de premiers secours destinée aux activités sportives du Conseil municipal.

Motion n° 2025-09

Exposé des motifs

Depuis quelques années, un regain d'intérêt pour la pratique sportive s'observe au sein du Conseil municipal. Plusieurs conseillères et conseillers ont participé à des compétitions sportives, telles que le Meyrin Run – où le Conseil municipal a terminé une fois à la deuxième place – ou encore la Course à travers le Coteau à Bernex. De plus, le Conseil participe régulièrement au Tournoi de football des élus.

Toutefois, ces engagements sportifs se font actuellement sans équipement adéquat. Les membres du Conseil municipal, parfois rejoints par le Conseil administratif, se présentent de manière dépareillée, ce qui contraste avec d'autres équipes communales disposant de tenues complètes et cohérentes.

Bien que cette motion n'ait pas la prétention de constituer un point central de l'activité politique de notre commune, il convient de rappeler que ces événements sportifs favorisent le *team building* et participent au renforcement de la cohésion au sein du Conseil. À l'aube d'une nouvelle législature, il est important de permettre une représentation digne et harmonieuse de notre Conseil municipal.

Un tel engagement pourrait également stimuler l'intérêt de nouveaux conseillers et conseillères à s'investir dans ces activités, renforçant ainsi la synergie et la motivation du groupe.

L'objectif de cette motion est de maintenir une dynamique sportive parmi les élus et d'encourager des moments de convivialité tout en véhiculant une image positive et unie de notre institution.

C'est pourquoi il est demandé au Conseil administratif d'étudier la possibilité d'acquérir une vingtaine d'équipements sportifs, comprenant un jeu complet pour le football, des compléments adaptés à la course à pied, ainsi que des gourdes et une trousse de premiers secours. L'acquisition d'un défibrillateur n'est pas sollicitée, ces appareils étant déjà présents sur la plupart des lieux de compétition.

Rapport du Conseil administratif sur la prise en considération de l'initiative populaire communale « en faveur de la construction de nouvelles places de crèche répondant aux besoins réels des habitants de la Commune de Meyrin »

Préambule

Par arrêté du 15 octobre 2025 et publié dans la Feuille d'avis officielle (FAO) le 17 octobre 2025, le Conseil d'Etat a déclaré valide l'initiative populaire communale : « en faveur de la construction de nouvelles places de crèche répondant aux besoins réels des habitants de la Commune de Meyrin »

Texte de l'initiative

L'initiative est formulée comme suit :

« Les citoyennes soussignées et citoyens soussignés, électeurs et électrices dans la commune de Meyrin, conformément aux articles 58, 59, 71 à 76 de la constitution de la République et canton de Genève du 14 octobre 2012 et aux articles 86 à 94 de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982, appuient la présente initiative demandant que la commune de Meyrin investisse de toute urgence des crédits en vue de la réalisation des places de crèche-garderie communales manquantes et qu'elle alloue des subventions (à hauteur de CHF 5'000.- par place de crèches créées) aux entreprises de la Commune qui construisent leur propre structure d'accueil de la petite enfance.

Bref exposé des motifs :

Plus de 500 enfants sont actuellement inscrits sur une liste en attente d'une place de crèche-garderie ! L'offre municipale actuelle d'un peu plus de 440 places en crèche-garderie et en accueil familial destinées aux enfants en âge préscolaire (1300 enfants âgés de 0-4 ans) ne suffit pas. Nous estimons que la construction de places de crèche-garderie devrait être la première urgence des investissements à venir. Durant la législature qui s'achève, rien n'a été construit pour répondre à ce besoin avéré de la population. Les promesses électorales ne suffisent plus. La Commune doit prendre des mesures concrètes pour activer la réalisation des places de crèches manquantes, par des délibérations concernant des crédits de construction d'une part et d'autre part au moyen de subventions (CHF 5000,- par place créée, en plus des autres subventions cantonales) versées aux entreprises de la commune qui construisent leur propre structure d'accueil de la petite enfance. »

Résumé

Les initiants exposent en substance, à l'appui de l'initiative, que l'offre municipale de places de crèches et en accueil familial sur la commune de Meyrin n'est actuellement pas satisfaisante au regard de la demande et de la longue liste d'attente que celle-ci génère. De ce fait, ils considèrent que la création de places de crèches doit faire l'objet d'investissements, avec un caractère d'urgence. De plus, ils proposent que Meyrin subventionne « les entreprises de la Commune » qui construisent leur propre structure d'accueil de la petite enfance, à hauteur de CHF 5000.- par place créée.

Investissements pour la création de places d'accueil

Le développement de nouvelles structures d'accueil a déjà fait l'objet d'une résolution votée à l'unanimité par le Conseil municipal le 12 septembre 2023. Cet objet politique demandait l'inscription au plan des investissements (PI) 2024-2034 de 300 nouvelles places de crèches, dont 180 places à inscrire dans l'image directrice du site de Corzon. Le PI 2024-2034 comprend donc désormais l'inscription de 2 espaces de vie enfantine (EVE) de 90 places chacun à Corzon, mais aussi d'un EVE de 50 places à Cointrin.

En complément du développement de ces EVE, les services municipaux travaillent sur l'identification d'opportunités pour le développement de nouvelles structures d'accueil et de lieux de parentalité. Dans ce cadre, un projet d'EVE d'une trentaine de places au sein de Gilbert Centre est actuellement à l'étude.

En outre, l'administration poursuit également ses réflexions sur le développement de l'accueil familial de jour.

Il convient dès lors de constater que les actions diverses de la Commune vont déjà dans le sens du premier axe de l'initiative populaire.

Subvention allouée à la création de places d'accueil

Il sied de préciser en premier lieu que le Fonds intercommunal (FI) verse une subvention uniquement aux communes ou aux entités intercommunales ; les entreprises ne bénéficient donc pas de subventions par ce biais-là.

Par ailleurs, le programme d'impulsion de la Confédération pour l'encouragement de l'accueil extra-familial pour enfants devrait être remplacé de manière durable par une nouvelle loi, en cours d'élaboration au Parlement. En attendant son entrée en vigueur, il a été décidé de prolonger ce programme d'impulsion jusqu'à fin 2026. Au-delà de cette date, la Confédération ne versera plus d'aides financières aux communes pour la création de places ; elle allouera un financement directement aux parents, sous la forme d'une allocation pour les frais de pension.

Depuis 2007, la ville de Meyrin a une convention avec le CERN pour 20 places d'accueil réservées aux enfants de leur personnel. De plus, un projet pour favoriser le développement de places et de partenariat avec les entreprises est actuellement en phase d'élaboration au sein de l'administration.

Le coût de construction d'un EVE s'élève aujourd'hui entre CHF 81'000.- et CHF 88'000.- par place. Par conséquent, une subvention de CHF 5'000.- par place ne représenterait que 5.6% à 6.1% du coût réel. Il pourrait s'agir néanmoins d'un signal encourageant pour les entreprises ne pouvant bénéficier d'autres subventions. Une telle modalité nécessiterait la création d'un fonds spécifique.

En revanche, la création de structures d'accueil par des entreprises privées ne garantirait aucunement l'attribution de ces places à des familles meyrinoises. Avec

un tel mécanisme, l'administration pourrait se retrouver à allouer de l'argent public pour des places occupées par des personnes non domiciliées sur le territoire. Dès lors, il apparaît essentiel de formuler des critères garantissant des places réservées aux familles meyrinoises.

Les modalités de gestion et de financement pour le fonctionnement de ces structures, ainsi que la forme de gouvernance souhaitée n'ont quant à elles pas été spécifiées. Rappelons que Meyrin est la première commune à avoir municipalisé l'accueil de la petite enfance en 1974 et qu'elle a depuis poursuivi son action dans ce sens, en développant un savoir-faire spécifique et en considérant la petite enfance comme une prestation publique. Il apparaît qu'une gestion communale de ces nouvelles structures garantirait donc une équité de prestations au sein du territoire et constitue, aux yeux du Conseil administratif, le modèle à privilégier.

En définitive, la seconde proposition de l'initiative populaire, telle que formulée, ne permet pas de garantir la création de nouvelles places pour les familles de Meyrin, ni une équité de prestations. Elle mérite toutefois une étude plus approfondie visant l'identification d'un modèle viable, tant pour les entreprises partenaires que pour la Commune.

Conclusion

En conclusion et selon les éléments évoqués ci-dessus, le Conseil administratif de la ville de Meyrin :

- se prononce favorablement sur le premier volet de l'initiative populaire communale « en faveur de la construction de nouvelles places de crèche répondant aux besoins réels des habitants de la Commune de Meyrin » ;
- concernant le volet opératif de la seconde proposition de l'initiative, à savoir le subventionnement des démarches privées, souhaite étudier des modèles alternatifs selon le contexte ;
- invite le Conseil municipal à charger le Conseil administratif de prendre contact avec les initiants afin de les inviter à retirer leur initiative, au regard de la volonté commune d'aller de l'avant sur cette problématique et compte tenu des potentielles économies de procédure en cas de retrait.

Annexe :

- Initiative populaire communale « en faveur de la construction de nouvelles places de crèche répondant aux besoins réels des habitants de la Commune de Meyrin ».

INITIATIVE POPULAIRE COMMUNALE : en faveur de la construction de nouvelles places de crèche répondant aux besoins réels des habitants de la Commune de Meyrin.

Bref exposé des motifs : plus de 500 enfants sont actuellement inscrits sur une liste en attente d'une place de crèche-garderie ! L'offre municipale actuelle, d'un peu plus de 440 places en crèche-garderie et en accueil familial destinées aux enfants en âge préscolaire (1300 enfants âgés de 0-4 ans), ne suffit pas. Nous estimons que la construction de places de crèche-garderie devrait être la première urgence des investissements à venir. Durant la législature qui s'achève, rien n'a été construit pour répondre à ce besoin avéré de la population. Les promesses électorales ne suffisent plus. La Commune doit prendre des mesures concrètes pour activer la réalisation des places de crèches manquantes, par des délibérations concernant des crédits de construction d'une part et d'autre part au moyen de subventions (CHF 5000,- par place créée, en plus des autres subventions cantonales) versées aux entreprises de la commune qui construisent leur propre structure d'accueil de la petite enfance.

Les citoyennes soussignées et citoyens soussignés, électrices et électeurs dans la commune de Meyrin, conformément aux articles 58, 59, 71 à 76 de la constitution de la République et canton de Genève du 14 octobre 2012 et aux articles 86 à 94 de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982, appuient la présente initiative demandant **QUE LA COMMUNE DE MEYRIN INVESTISSE DE TOUTE URGENCE DES CRÉDITS EN VUE DE LA RÉALISATION DES PLACES DE CRÈCHE-GARDERIE COMMUNALES MANQUANTES ET QU'ELLE ALLOUE DES SUBVENTIONS (à hauteur de CHF 5000,- par place de crèches créées) AUX ENTREPRISES DE LA COMMUNE QUI CONSTRUISSENT LEUR PROPRE STRUCTURE D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE.**

La signature doit être apposée personnellement à la main par la personne signataire. Cela ne s'applique pas à la personne incapable de le faire par elle-même pour cause d'infirmité Seules les personnes de nationalité suisse ayant leur droit de vote dans la commune de Meyrin et les personnes de nationalité étrangère âgées de 18 ans révolus, domiciliées dans la commune et qui ont leur domicile légal en Suisse depuis 8 ans au moins peuvent signer cette initiative communale.

Celui qui appose une autre signature que la sienne ou plus d'une signature est passible d'une amende administrative pouvant s'élever à 100 F. Les signatures obtenues par un procédé réprimé par la loi doivent être annulées (art. 87, al. 1, lettre b, et art. 91 de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982).

Nom (majuscules)	Prénom usuel	Date de naissance jj/mm/aaaa	Canton d'origine ou nationalité	Domicile (1217 Meyrin ou 1216 Cointrin) (Adresse complète : rue, numéro, code postal et localité)	Signature

Le retrait total et sans réserve de l'initiative peut être décidé à la majorité des électrices et électeurs suivants : **Marco Lia** : Rue François-Besson 3, 1217 Meyrin **Cyril Nobs** : Promenade de la Dentellière 16, 1217 Meyrin **Giovanni Mastroianni** : rue Virginio-Malnati 99, 1217 Meyrin **Patrick Nicolet** : promenade du Voisinage 3, 1217 Meyrin **Corinne Wullschleger** : Rue Gilbert 28, 1217 Meyrin **Luca Gamberini** : Esplanade des Récréations 23, 1217 Meyrin **Sonia Tavares** : Rue de Livron 15, 1217 Meyrin **Jean-Marc Mooser** : Rue Gilbert 26, 1217 Meyrin **Kristijan Kraljevic** : Chemin Léon-Guerchet 3, 1217 Meyrin Ariel **(David) Vivez** : Rue des Vernes 18, 1217 Meyrin **Yvan Perreten** : Avenue Sainte-Cécile 3, 1217 Meyrin **Alexandre Hyka** : Promenade des Champs-Fréchets 18, 1217 Meyrin.

Délibération n° 2025-29 relative à la révision du règlement communal sur la gestion des déchets de la Ville de Meyrin

Vu la loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE ; RS 814.01) du 7 octobre 1983, et ses ordonnances d'application, notamment :

- l'ordonnance sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses (OChim ; RS 813.11), du 5 juin 2015 ;
- l'ordonnance sur la limitation et l'élimination des déchets (OLED ; RS 814.600), du 4 décembre 2015 ;
- l'ordonnance sur les mouvements de déchets (OMoD ; RS 814.610), du 22 juin 2005 ;
- l'ordonnance du DETEC concernant les listes pour les mouvements de déchets (RS 814.610.1), du 18 octobre 2005 ;
- l'ordonnance sur la restitution, la reprise et l'élimination des appareils électriques et électroniques (OREA ; RS 814.620), du 14 janvier 1998 ;
- l'ordonnance sur les emballages pour boissons (OEB ; RS 814.621), du 5 juillet 2000 ;

Vu la loi sur l'administration des communes (LAC ; B 6 05), du 13 avril 1984 ;

Vu le règlement sur la salubrité et la tranquillité publiques (RSTP ; E 4 05. 03), du 20 décembre 2017 ;

Vu la loi d'application de la loi fédérale sur la protection de l'environnement (LaLPE ; K 1 70), du 2 octobre 1997 ;

Vu la loi sur la gestion des déchets (LGD ; L 1 20), du 20 mai 1999 ;

Vu le règlement d'application de la loi sur la gestion des déchets (RGD ; L 1 20.01), du 28 juillet 1999 ;

Vu la loi sur les constructions et les installations diverses (LCI ; L 5 05), du 14 avril 1988 ;

Vu le règlement d'application de la loi sur les constructions et les installations diverses (RCI ; L 5 05.01), du 27 février 1978 ;

Vu la loi sur les agents de police municipale, les contrôleurs municipaux du stationnement et les gardes auxiliaires des communes (LAPM ; F 1 07), du 20 février 2009 ;

Vu le règlement sur les agents de la police municipale (RAPM ; F 1 07.01), du 28 octobre 2009 ;

Vu le règlement concernant l'utilisation du domaine public (RUDP ; L 1 10.12), du 21 décembre 1988 ;

Vu la loi sur la procédure administrative (LPA ; E 5 10), du 12 septembre 1985 ;

vu le règlement de la ville de Meyrin sur la gestion des déchets (LC 30 911) du 23 janvier 2007, entré en vigueur le 1^{er} avril 2007[^] ;

Vu le rapport de la commission durabilité et climat ;

Le Conseil municipal, sur proposition du Conseil administratif, dans sa séance du 16 décembre 2025,

D É C I D E
PAR XX
À LA MAJORITÉ QUALIFIÉE

D'adopter la mise à jour du règlement de la commune de Meyrin relatif à la gestion des déchets annexé à la présente délibération et de le soumettre à l'approbation du Conseil d'Etat.

Certifié conforme à la décision du
Conseil municipal

Le Président :

Francisco Sanchez

Délibération n° 2025-29

Exposé des motifs

La révision du règlement sur la gestion des déchets s'inscrit dans la nécessité du Conseil administratif d'adapter ce document aux évolutions du droit cantonal et fédéral, d'améliorer la lisibilité du texte et de renforcer la cohérence entre la politique communale et la stratégie cantonale en matière de gestion et de valorisation des déchets.

La loi genevoise sur la gestion des déchets (LGD) définit les principes de prévention, de valorisation, de tri à la source et de responsabilité du producteur de déchets (principe du pollueur-payeur). Elle impose aux communes d'assurer la collecte séparée des déchets valorisables (art. 9 LGD), de garantir la propreté du domaine public (art. 11 LGD), et d'établir un règlement communal conforme aux dispositions cantonales (art. 17 LGD). L'Etat délègue aux communes la responsabilité d'organiser et de gérer la collecte et le transport de l'ensemble des déchets urbains produits sur son territoire (y compris ceux des entreprises) et de s'assurer d'une élimination ou d'une valorisation des déchets respectueuse de l'environnement.

Dès lors, la révision récente de la Loi genevoise sur la gestion des déchets (LGD), adoptée par le Grand Conseil en 2024, fait actuellement l'objet de recours et de discussions avec la Confédération. En effet plusieurs points sont encore en débat, notamment la compétence cantonale en matière de régulation de la taxe incitative (taxe au sac) et la conformité du modèle genevois avec les principes fédéraux de la LPE (Fond Cantonal pour la Gestion des Déchets (FCGD) financé par la taxe d'incinération des Cheneviers). Par ailleurs, la définition d'une zone d'apport obligatoire pour les déchets incinérables, souhaitée par le Canton, pose un problème au Conseil Fédéral également.

Dans ce contexte, le Conseil administratif de Meyrin ne peut plus attendre l'adoption de la loi au vu de la vétusté de notre réglementation. Dès lors, il a souhaité anticiper les ajustements nécessaires en adoptant un règlement communal compatible avec la LGD actuellement en vigueur, tout en préservant une marge d'adaptabilité afin de pouvoir modifier rapidement certaines dispositions (taxes, filières spécifiques, compétences) en cas de décision du Tribunal fédéral ou d'amendement du droit cantonal.

Démarche et consultations

La structure du nouveau règlement a été conçue pour permettre une mise à jour par voie de modification partielle, sans devoir procéder à une refonte complète du texte. Cette approche pragmatique assure à la ville de Meyrin : la sécurité juridique immédiate, la souplesse réglementaire à moyen terme, et la cohérence continue avec les orientations cantonales en matière de gestion des déchets.

La refonte du règlement communal a été réalisée par le service de l'Environnement, par sa section Routes et voirie, avec le soutien et la validation de différents services communaux, notamment le service financier et celui de la sécurité municipale. Par ailleurs, l'Etat de Genève, par son service de Géologie, Sols et Déchets (GESDEC) a été consulté par notre responsable de projets en gestion des déchets. Enfin, un bureau d'avocat a été mandaté pour vérifier la conformité des textes et des propositions de ce nouveau règlement communal.

Il convient d'être attentif au fait que l'annexe III, relative à la tarification des prestations de collecte devra être validée par le Surveillant des prix rattaché au Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). Ce dernier pourra donner une recommandation sur les tarifs fixés par la Commune qui entre dès lors en situation de monopole.

Nos prix, pour les déchets des entreprises en zone industrielle, seront fixés soit dans le cadre de l'attribution d'un marché public à une entreprise privée, soit par un coût détaillé réel de la prestation, si cette dernière est réalisée par la Commune.

Processus de validations

Après adoption par le Conseil municipal, ce nouveau règlement communal sur la gestion des déchets devra être approuvé par le Conseil d'Etat pour entrer en vigueur.

Enfin, le règlement sera publié, par les canaux usuels, conformément aux exigences cantonales, assurant ainsi sa validité juridique et sa transparence auprès du public.

Au vu de ces éléments, la mise à jour du règlement communal sur la gestion des déchets :

- assure la conformité au cadre légal cantonal et fédéral ;
- renforce la durabilité et la propreté du territoire communal ;
- garantit une gestion équitable, efficace et transparente du service public de collecte ;
- et favorise la participation active des habitantes, habitants et entreprises, à la réduction et à la valorisation des déchets.

Le Conseil administratif vous invite dès lors à adopter la présente délibération portant sur la mise à jour du Règlement communal sur la gestion des déchets de la ville de Meyrin.

Règlement de la ville de Meyrin

sur la gestion des déchets

LC 30 911

Du xx xxxxx 20XX

(Entrée en vigueur le xx xxxxx 20XX)

Toute désignation de personne, de statut ou de fonction dans le présent règlement vise indifféremment l'homme ou la femme.

Vu la loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE ; RS 814.01) du 7 octobre 1983, et ses ordonnances d'application, notamment :

- l'ordonnance sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses (OChim ; RS 813.11), du 5 juin 2015 ;
- l'ordonnance sur la limitation et l'élimination des déchets (OLED ; RS 814.600), du 4 décembre 2015 ;
- l'ordonnance sur les mouvements de déchets (OMoD ; RS 814.610), du 22 juin 2005 ;
- l'ordonnance du DETEC concernant les listes pour les mouvements de déchets (RS 814.610.1), du 18 octobre 2005 ;
- l'ordonnance sur la restitution, la reprise et l'élimination des appareils électriques et électroniques (OREA ; RS 814.620), du 14 janvier 1998 ;
- l'ordonnance sur les emballages pour boissons (OEB ; RS 814.621), du 5 juillet 2000 ;

vu la loi sur l'administration des communes (LAC ; B 6 05), du 13 avril 1984 ;

vu le règlement sur la salubrité et la tranquillité publiques (RSTP ; E 4 05. 03), du 20 décembre 2017 ;

vu la loi d'application de la loi fédérale sur la protection de l'environnement (LaLPE ; K 1 70), du 2 octobre 1997 ;
vu la loi sur la gestion des déchets (LGD ; L 1 20), du 20 mai 1999 ;
vu le règlement d'application de la loi sur la gestion des déchets (RGD ; L 1 20.01), du 28 juillet 1999 ;
vu la loi sur les constructions et les installations diverses (LCI ; L 5 05), du 14 avril 1988 ;
vu le règlement d'application de la loi sur les constructions et les installations diverses (RCI ; L 5 05.01), du 27 février 1978 ;
vu la loi sur les agents de police municipale, les contrôleurs municipaux du stationnement et les gardes auxiliaires des communes (LAPM ; F 1 07), du 20 février 2009 ;
vu le règlement sur les agents de la police municipale (RAPM ; F 1 07.01), du 28 octobre 2009 ;
vu le règlement concernant l'utilisation du domaine public (RUDP ; L 1 10.12), du 21 décembre 1988 ;
vu la loi sur la procédure administrative (LPA ; E 5 10), du 12 septembre 1985.

Le Conseil municipal de la ville de Meyrin adopte le règlement communal d'application suivant :

Chapitre I Dispositions générales

Article 1 Champ d'application

¹ Le présent règlement s'applique à tous les producteurs et détenteurs de déchets urbains sur le territoire de la commune de Meyrin (ci-après la Ville).

² Il régit les modalités de collecte et d'élimination des déchets urbains, y compris les déchets spéciaux des ménages, les déchets des poubelles publiques et le « littering », ainsi que les déchets issus de l'entretien de la voirie communale.

³ Les prescriptions fédérales et cantonales applicables en la matière demeurent réservées.

Article 2 Définitions

¹ Les déchets urbains au sens de l'art.3, let. a, OLED sont les déchets produits par les ménages et les déchets dont la composition est comparable à celle des ménages en termes de matières contenues et de proportions, qui proviennent d'entreprises comptant moins de 250 emplois et des administrations publiques, quel que soit le nombre d'emploi. Ils comprennent :

- a) Les déchets incinérables (dits aussi « ordures ») sont les déchets urbains combustibles non valorisables en tant que matière, en mélange. Ils doivent être acheminés uniquement à l'usine de valorisation et de traitement des déchets (UVTD) située sur le territoire cantonal, conformément à la zone d'apport en vigueur.
- b) Les déchets valorisables sont les déchets urbains collectés séparément et destinés à une valorisation matière.
- c) Les déchets encombrants sont les déchets urbains qui, du fait de leur taille, de leur forme ou de leur poids, ne peuvent pas être contenus dans des sacs poubelles ou conteneurs. Il s'agit notamment du mobilier.
- d) Les biodéchets sont les déchets urbains d'origine végétale, animale ou microbienne compostables ou bioconvertibles (biomasse). Ils incluent les déchets organiques, soit les déchets de cuisine et de jardin.

² Les déchets spéciaux sont les déchets qui, pour être éliminés de manière respectueuse de l'environnement, requièrent un ensemble de mesures techniques et organisationnelles particulières. Il s'agit notamment des piles, solvants, peintures et médicaments périmés. Ces déchets sont énumérés dans l'ordonnance du DETEC concernant les listes pour les mouvements de déchets.

³ Les poubelles publiques sont des récipients adaptés pour contenir les déchets urbains et les mégots de cigarettes, placés sur la voie publique.

⁴ Le littering est le fait de jeter ou d'abandonner sur la voie publique un ou plusieurs déchets urbains, sans utiliser les infrastructures prévues pour leur collecte.

⁵ Les écopoints sont des infrastructures, publiques ou privées, composées de conteneurs enterrés, semi-enterrés ou hors-sol. Ils sont dédiés au tri volontaire et à la collecte des déchets urbains en vue de leur valorisation ou de leur incinération.

⁶ Les manifestations publiques, au sens de ce règlement, sont tous les événements de divertissement qui ont lieu sur le territoire communal et/ou soumis à autorisation.

⁷ Les déchets industriels sont les déchets provenant de l'exploitation d'une entreprise du secteur secondaire ou tertiaire, y compris les déchets hospitaliers et médicaux, comptant 250 emplois ou davantage et qui sont régis au niveau cantonal. Ce type de déchet sort de la juridiction du présent règlement.

⁸ Les lavures sont les restes de repas et déchets de préparation (biodéchets) provenant de la restauration commerciale (restaurants) et collective (cantines). Elles font partie des déchets industriels.

⁹ Les entreprises, telles que définies dans ce règlement, englobent tant les entreprises inscrites au Répertoire des Entreprises du canton de Genève (REG), que l'ensemble des associations, des institutions publiques, des fondations, des hospices et des établissements médicaux-sociaux (EMS).

¹⁰ Les hôtels d'entreprises sont des plateformes d'hébergement regroupant des bureaux et/ou ateliers dans un même bâtiment. Toutes les entreprises établies dans ce bâtiment sont considérées

comme une seule et même entité en ce qui concerne la gestion de leurs déchets.

Article 3 Compétences et tâches communales

¹ La collecte et le transport des déchets urbains du territoire de la Ville, à l'exception des déchets spéciaux (hors piles), sont assurés par la Ville conformément à l'art 12 la loi sur la gestion des déchets.

² La Ville organise la collecte séparée des fractions des déchets urbains, triés à la source par le producteur ou le détenteur. Elle organise leur transport respectueux de l'environnement, jusqu'à une installation de traitement des déchets dûment autorisée, conformément aux dispositions fédérales et cantonales.

³ La Ville est également responsable de la gestion des déchets de la station de tri communale.

⁴ La Ville est responsable de la définition des équipements et infrastructures nécessaires au tri et à la collecte des déchets urbains, de leur dimensionnement, leur optimisation ainsi que de leur entretien, sous réserve de l'art. 24 du présent règlement.

⁵ La Ville veille à ce que des poubelles publiques adaptées soient placées dans des endroits judicieux, sur le domaine public, pour prévenir le littering. Elle assure le vidage des poubelles publiques, le traitement des déchets et l'entretien du matériel.

⁶ La Ville planifie les équipements en tenant compte du développement territorial, des objectifs de tri et de la réduction des déchets définis dans le plan cantonal de gestion des déchets.

⁷ Le Conseil administratif peut déléguer, en totalité ou en partie, ses compétences et les tâches qui en découlent à des tiers (corporations, entreprises ou établissements publics ou privés). Dans ce cas, elle surveille l'élimination des déchets urbains de manière à être conforme à la législation en vigueur, au respect des zones d'apports et des tarifs appliqués, sous réserve des compétences cantonales en la matière. Un contrat de concession ou de prestation doit être établi entre la commune et le prestataire.

⁸ La Ville peut édicter des directives en matière de tri et collecte des déchets urbains nécessaires à l'application du présent règlement, que

chaque producteur ou détenteur de déchets urbains sur le territoire de la commune est tenu de respecter.

⁹ La Ville est compétente pour contrôler le respect des dispositions de son règlement sur les déchets, les faire exécuter et en sanctionner toute violation. En outre, elle lutte contre le dépôt illicite de déchets sur le domaine public et privé, par des mesures appropriées.

¹⁰ La Ville informe les ménages et les entreprises sur les mesures qu'elle met en place.

¹¹ Les déchets urbains deviennent propriété de la Ville au moment où ils sont collectés par le service en charge de la collecte des déchets ou valablement déposés dans un écopoint.

Article 4 Réduction des déchets à la source et incitation au tri

¹ La Ville prend toutes les dispositions utiles et raisonnables pour réduire les quantités de déchets urbains produites sur son territoire et pour faciliter le tri des déchets.

² Dans ce cadre, la Ville encourage les mesures qui visent à allonger la durée de vie des biens de consommation et à favoriser leur réutilisation.

³ Pour faciliter le tri des biodéchets de cuisine, la Ville met à disposition gratuitement de chaque ménage un contenant tel que la « p'tite poubelle verte ». Elle encourage le compostage décentralisé des déchets organiques dans les jardins ou dans les quartiers.

⁴ Les particuliers, les entreprises et les administrations publiques sont tenus de trier à la source, en vue de la collecte séparée, les fractions valorisables définies par le Plan cantonal de gestion des déchets, notamment les biodéchets et les déchets pouvant faire l'objet d'une valorisation matière.

Article 5 Devoirs des producteurs et détenteurs des déchets urbains

¹ Les producteurs et détenteurs de déchets urbains doivent trier leurs déchets selon les catégories définies par le Conseil administratif et les exigences du présent règlement, en conformité avec l'article 13 de l'OLED.

² Les déchets collectés séparément et les déchets incinérables doivent être déposés dans les conteneurs dédiés prévus à cet effet, selon les prescriptions prévues dans ce règlement.

³ Les déchets spéciaux doivent être évacués conformément aux dispositions cantonales.

⁴ Les entreprises ont l'obligation de collaborer avec les autorités communales, notamment en fournissant les informations sur la nature et la quantité des déchets qu'elles produisent, ainsi que sur leurs filières d'élimination.

Chapitre II Organisation de l'élimination des déchets urbains des ménages

Article 6 Modalités de collecte

¹ Les déchets urbains des ménages doivent être déposés dans les écopoints prévus à cet effet, selon les modalités décrites aux articles 8,9 et 11 du présent règlement.

² Les écopoints sont désignés par la Ville selon les besoins et aux emplacements appropriés selon le plan communal de gestion des déchets, définis par le service en charge de la collecte.

³ La Ville peut modifier à tout moment le nombre et les emplacements des infrastructures de collecte. Elle en informe préalablement les habitants concernés par les moyens appropriés.

⁴ Elle détermine les heures d'utilisation des écopoints sous réserve de la réglementation cantonale. Elle peut édicter des règles d'usages qui sont placardées sur leurs emplacements.

Article 7 Déchets urbains faisant l'objet de collectes sélectives

¹ Dans les écopoints, les fractions triées de déchets urbains doivent être déposées dans les conteneurs correspondants, en se référant aux pictogrammes. Il est interdit de déposer des déchets hors des conteneurs.

² Les déchets admis à chaque écopoint sont indiqués sur le plan communal des infrastructures de collecte.

³ La Ville informe sur la fréquence de la collecte en porte-à-porte sur son territoire.

⁴ Les collectes en porte-à-porte peuvent être supprimées, de manière différenciée selon le type de déchets, sur toute ou une partie de son territoire, si des écopoints en nombre suffisants sont mis à disposition des ménages.

Article 8 Consignes pour la remise des déchets

¹ Les fractions triées de déchets urbains valorisables indiqués à l'article 7 alinéa 1 doivent être déposées dans des conteneurs adaptés et agréés par la Ville.

² Lors des levées en porte-à-porte, les conteneurs doivent être clairement identifiables au moyen d'un pictogramme officiel cantonal, de taille comprise entre 240 et 800 litres et adaptés aux camions de voirie. Ils doivent être déposés devant l'immeuble ou à l'endroit indiqué par la Ville sur la voie publique, selon les horaires définis à l'alinéa 7, de manière à être accessibles aux camions de levée des déchets, sans entrave à la circulation.

³ Pour les immeubles situés dans des chemins privés ou sans issue, les conteneurs doivent être déposés à l'endroit indiqué par la Ville, sans entraver le passage des autres riverains.

⁴ Sur les lieux privés, les propriétaires veillent à permettre ou à faciliter le passage des camions de voirie par des mesures appropriées et en maintenant les conditions d'accès en période hivernale.

⁵ Les propriétaires veillent à garantir l'accès en empêchant le stationnement, en mettant en place une signalisation dédiée et officielle ainsi qu'en autorisant l'autorité de police compétente à verbaliser et enlever les véhicules entravant le passage.

⁶ En cas d'inaccessibilité des installations, la levée ne sera pas effectuée par la Ville et les frais de collecte supplémentaire refacturés aux propriétaires (Annexe I).

⁷ Les conteneurs doivent être sortis entre 19h-21h la veille des levées ou avant 6h le jour de la levée. Ils doivent être rentrés immédiatement après le passage du camion de ramassage et au plus tard à 18h.

⁸ La Ville se réserve le droit de ne pas lever les déchets non triés ou conditionnés de façon non conforme ou lorsque les conteneurs sont déposés ailleurs qu'à l'endroit indiqué par la Ville.

Article 9 Modalités de dépose des déchets

¹ Les biodéchets de jardin et les déchets de cuisine doivent être conditionnés exclusivement dans des sacs en matière compostable, répondant à la norme EN 13432. L'utilisation de sacs ne répondant pas à cette norme est interdite. Ils peuvent également être déposés en vrac dans un conteneur de 240 à 800l prévu à cet effet, sans que celui-ci ne déborde : le couvercle doit pouvoir être fermé.

² Les bouteilles, flacons et bocaux en verre doivent être vidés (non lavés) avant d'être déposés en vrac dans les conteneurs prévus à cet effet et leur système de fermeture, s'il n'est pas en verre, retiré et trié séparément. Les étiquettes peuvent subsister.

³ Les papiers et les cartons, non souillés, doivent être déposés, sans déborder, dans les conteneurs prévus à cet effet après avoir été démontés et/ou pliés pour occuper le moins de place possible. Les papiers et cartons souillés, notamment de restes d'aliments, doivent être éliminés avec les déchets incinérables.

⁴ Les contenants en aluminium et en fer-blanc doivent être vidés (non lavés) et exempts de toute autre matière, notamment les couvercles en plastique, avant d'être déposés en vrac dans les conteneurs prévus à cet effet. Les étiquettes peuvent subsister.

⁵ Les bouteilles à boisson en PET doivent être vidées (non lavées) et aplaties avant d'être déposées en vrac dans les conteneurs prévus à cet effet. Les étiquettes et les bouchons peuvent subsister.

⁶ Les textiles en bon état et de bonne qualité (propres et réutilisables) doivent être conditionnés dans un sac avant d'être déposés dans une benne à vêtement.

⁷ Les piles doivent être déposées dans les conteneurs prévus à cet effet dans les écopoints ou retournées dans les points de vente.

⁸ Les capsules à café en aluminium doivent être déposées dans les conteneurs prévus à cet effet.

⁹ Il est interdit de mélanger les déchets spéciaux aux autres déchets.

¹⁰ Les déchets incinérables doivent être déposés dans les conteneurs prévus à cet effet.

Article 10 Compost individuel

Les ménages peuvent composter leurs biodéchets sur les parcelles privées. Le compost ne doit pas excéder 2m³, sous réserve du respect des prescriptions cantonales.

Article 11 Déchets encombrants

¹ La levée des déchets encombrants des ménages se fait exclusivement sur demande, selon les modalités communiquées dans les publications de la Ville.

² Les déchets encombrants doivent être déposés en bordure de trottoir, la veille de la levée, à l'emplacement indiqué par la Ville. Les ménages doivent se conformer aux directives qui leurs sont communiquées.

³ Il est strictement interdit de sortir les déchets encombrants sans avoir préalablement pris rendez-vous avec la voirie ou de les sortir en dehors des horaires définis par le Conseil administratif.

⁴ Il est strictement interdit de déposer les déchets encombrants sur les écopoints.

⁵ Les déchets encombrants contaminés par les punaises de lit doivent être obligatoirement signalés au service technique et voirie de la Ville, qui fournit des housses de protection conformes, dans lesquelles les objets contaminés doivent être soigneusement emballés.

⁶ La Ville ne lève pas les déchets encombrants des entreprises.

Article 12 Prestations particulières

Toute prestation particulière demandée à la Ville sera facturée selon les tarifs horaires (Annexe I).

Article 13 Information

¹ La Ville informe des modalités de tri et collecte des déchets urbains, en utilisant divers supports de communication. Les propriétaires et/ou les régisseurs des immeubles situés sur le territoire communal sont tenus d'afficher les informations transmises de manière visible, au sein des bâtiments.

² La Ville mène une politique active de réduction à la source, de recyclage et de réemploi des déchets au sein de ses services et veille à sensibiliser la population à ce sujet.

³ La Ville organise des actions ponctuelles d'information et de sensibilisation à la population, lors d'événements particuliers et/ou dans des lieux à forte fréquentation.

Chapitre III Élimination des déchets urbains des entreprises

Article 14 Identification des entreprises et modalités de collecte

¹ La Ville détermine les entreprises qui entrent dans le monopole d'élimination des déchets urbains selon les directives édictées par le canton.

² Chaque entreprise identifiée en tant que productrice de déchets urbains reçoit de la part de la Ville les informations sur les modalités de collecte à suivre et les tarifs appliqués.

³ Les entreprises générant des déchets urbains sont divisées en deux catégories :

- a) Les microentreprises, correspondant aux entreprises dont la production de déchets urbains est faible et difficilement quantifiable, et qui ne comptent pas plus de 8 emplois.
- b) Les autres entreprises, comptant moins de 250 emplois, productrices de déchets urbains dont la composition est comparable à celle des déchets ménagers en termes de matières contenues et de proportions.

⁴ Si une quantité de déchets urbains produite par une entreprise est nettement supérieure à celle produite par les ménages, la Ville peut l'obliger à faire appel à un prestataire privé pour l'élimination de ses déchets.

⁵ Les déchets urbains sont levés par la Ville ou son délégataire.

⁶ La création, le transfert, la remise ou la fermeture d'une entreprise, avec ou sans personnel, doit être annoncée à la Ville dans un délai de 30 jours.

Article 15 Modalités de facturation des entreprises

¹ Deux modes de facturation sont proposés aux entreprises : au poids (déchets quantifiables) ou au forfait (déchets non quantifiables).

² Facturation au poids : l'entreprise disposant de suffisamment de place pour être équipée en conteneurs roulants est obligatoirement facturée au poids. La puce d'identification installée sur les conteneurs permet à l'entreprise d'être facturée sur la base des quantités de déchets incinérables qu'elle produit, répondant au principe du pollueur payeur.

³ Facturation au forfait : l'entreprise qui ne dispose pas d'espace pour s'équiper en conteneur roulant et/ou qui utilise des infrastructures de collecte mutualisées (ex. celles situées dans un immeuble) sont facturées au forfait annuel, basé sur le nombre d'emploi et le type d'activité exercé.

⁴ Les tarifs appliqués et les conditions générales de facturation sont indiqués à l'Annexe I du règlement.

⁵ Si la Ville a délégué tout ou une partie de la collecte et du transport à un tiers, la facturation aux entreprises dotées de leurs propres conteneurs peut être effectuée directement par le délégataire, sur la base du tarif que le Conseil administratif a arrêté avec ce dernier.

Article 16 Equipement obligatoire pour la collecte des déchets

¹ Toute entreprise doit être équipée de conteneurs pour la collecte des déchets en porte-à-porte, selon les exigences de la Ville.

² En cas d'impossibilité d'équipement, l'entreprise en informe la Ville et le justifie.

³ Tout conteneur doit être clairement identifiable. Le nom de l'entreprise, son adresse et le type de déchet, symbolisé par le pictogramme officiel, doivent obligatoirement être mentionnés sur le conteneur de collecte.

⁴ Si l'entreprise dispose de suffisamment d'espace pour accueillir un conteneur, alors l'installation d'une puce d'identification électronique par la Ville ou son délégataire est obligatoire et à la charge de l'entreprise (Annexe I).

Article 17 Financement de l'élimination des déchets urbains valorisables des entreprises

¹ La Ville prend en charge gratuitement les déchets urbains valorisables des entreprises, pour autant qu'ils soient triés conformément aux directives de la Ville. Cette collecte s'adresse

exclusivement aux entreprises dont la levée des déchets incinérables est assurée par la Ville ou son prestataire.

² Dans ce cas, les entreprises doivent se conformer aux indications valables pour l'ensemble des résidents de la Ville en la matière, plus spécifiquement aux articles 7 à 9 du présent règlement.

³ Les entreprises peuvent confier à un prestataire privé l'élimination de leurs fractions de déchets qui font l'objet d'une collecte séparée en vue d'une valorisation comme le verre, le PET, le papier, même si les proportions sont les mêmes que pour les ménages. Pour ce faire, elles doivent d'abord obtenir l'autorisation de la Ville d'éliminer elles-mêmes leurs déchets. Dans ce cas, l'entreprise a l'obligation de renseigner la Ville sur les mesures mises en œuvre et les quantités éliminées.

⁴ Si la quantité de déchets urbains valorisables d'une entreprise est nettement supérieure à celle des ménages, la Ville peut obliger ladite entreprise à faire appel à un prestataire privé.

Article 18 Déchets encombrants des entreprises

Les entreprises doivent éliminer les encombrants dans des installations autorisées, à leurs frais.

Article 19 Lavures et huiles alimentaires

¹ Les entreprises de la restauration et de l'hôtellerie doivent trier et remettre séparément des autres déchets :

- a) Les lavures issues de la préparation des repas, y compris les retours d'assiette et les aliments périmés.
- b) Les huiles végétales.

² Les lavures et huiles végétales sont considérées comme déchets industriels. En ce sens, leur collecte doit être prise en charge par l'entreprise de restauration, qui doit mandater, à ses frais, un prestataire de collecte agréé par le département cantonal en charge des affaires vétérinaires.

³ Les entreprises de restauration doivent transmettre le contrat d'évacuation de leurs lavures et huiles alimentaires à la Ville chaque année.

⁴ Il est interdit de déposer les lavures et les huiles alimentaires dans les infrastructures communales.

Article 20 Hôtels d'entreprises et centres commerciaux

¹ Les centres commerciaux et les hôtels d'entreprises doivent disposer d'une déchetterie mutualisée pour la collecte des déchets urbains produits par les entreprises présentes dans un même site.

² Les centres commerciaux et les hôtels d'entreprises sont considérés comme une entreprise unique pour catégoriser la gestion de leurs déchets. Les entreprises qu'ils comportent sont tenues de conclure une convention portant sur la gestion de leurs déchets et le financement de leur traitement. Elles désignent également un interlocuteur unique les représentants vis-à-vis de la commune. La convention est soumise à la Ville pour approbation.

³ Ils sollicitent l'accord de la Ville afin de connaître la catégorie à laquelle ils appartiennent (>250 ou ≤250 emplois).

⁴ S'ils se situent dans la catégorie ≤250 emplois une convention doit être établie entre le prestataire qui gère la déchetterie du site et la Ville, qui garde la surveillance des tarifs appliqués et la conformité des filières d'élimination.

⁵ Ils assurent la collecte et la prise en charge des taxes de traitement, charge à l'interlocuteur unique désigné de procéder à la répartition des responsabilités et coûts entre les entreprises concernées.

Article 21 Prestations particulières de la Ville

Les entreprises ne peuvent pas solliciter des levées supplémentaires de déchets urbains.

Article 22 Information

L'organisation de la collecte, le conditionnement et les consignes de tri des déchets urbains des entreprises et le système de facturation font l'objet périodiquement de publications de la Ville.

Article 23 Gestion des déchets lors de manifestations sur le domaine public ou au sein des infrastructures communales

¹ Lors des manifestations sur le domaine public, des infrastructures de tri pour les déchets engendrés doivent être disponibles. Un mois

avant la manifestation, les organisateurs prennent contact avec le service en charge pour obtenir les conteneurs nécessaires.

² La collecte est à la charge des organisateurs. Ces derniers doivent se conformer aux instructions de la Ville. La Ville prend en charge le transport et l'élimination des déchets urbains recyclables. Les déchets urbains incinérables peuvent être levés par la Ville, à ses conditions.

³ Toute utilisation, mise à disposition ou vente de vaisselle à usage unique est interdite lors de manifestations sur le domaine public.

⁴ Ne font pas partie des produits à usage unique :

- a) Les bouteilles à boissons en PET
- b) Les emballages absolument nécessaires à la conservation des aliments.
- c) Les emballages dépourvus de plastique mais équipés de fenêtres en plastique permettant l'identification des produits alimentaires.

⁵ Les déchets incinérables sont facturés au poids aux organisateurs selon le règlement des tarifs de l'Annexe I.

Chapitre IV Equipement des immeubles et villas pour le tri et la collecte des déchets urbains

Article 24 Principes généraux

¹ Les propriétaires doivent doter chaque bâtiment d'une infrastructure pour le tri et la collecte sélective des déchets de tous les ménages et entreprises présents, selon les instructions de la Ville.

² En cas de collecte en porte-à-porte, les propriétaires sont tenus de fournir les conteneurs roulants de collecte en nombre suffisant pour les fractions de déchets fixées par le Conseil administratif.

³ Tout conteneur devra être identifiable et conforme aux directives de l'art 8 du présent règlement.

⁴ Les propriétaire/locataires de bien ayant un jardin doivent s'équiper d'un conteneur roulant vert, dimensionné proportionnellement à leurs besoins. Un conteneur vert peut servir à plusieurs villas, si sa taille le permet. La sécurisation du conteneur roulant contre les apports externes est de la responsabilité du propriétaire/locataire.

⁵ Les déchets transportés par une entreprise privée mandatée par un propriétaire/locataire (ex. paysagiste) reviennent à la charge de ladite entreprise.

⁶ Les conteneurs roulants sont nettoyés, réparés et remplacés immédiatement en cas de détérioration, par les propriétaires de l'immeuble ou les prestataires mandatés.

Article 25 Constructions nouvelles et transformations d'immeubles

¹ Avant le dépôt d'une requête en autorisation de construire impliquant la réalisation, la transformation ou la suppression (temporaire ou permanente) d'infrastructures de collecte ou de tri, le promoteur ou propriétaire doit faire valider par la Ville les infrastructures projetées et leur implantation.

² La Ville définit les infrastructures nécessaires au tri et à la collecte des déchets urbains (écopoints). Ces exigences sont formulées dans le préavis émis dans le cadre de l'instruction des requêtes en autorisations de construire portant sur la transformation d'un immeuble, ou lors d'un projet prévoyant la construction d'un ou plusieurs immeubles ou villas. Ces écopoints doivent, en règle générale, être réalisés sur des biens-fonds privés et être facilement accessibles par les véhicules de levée des déchets.

³ Si possible, les habitants de nouvelles constructions peuvent utiliser les infrastructures existantes. Dans ce cas, un montant par nouveau logement sera prélevé par la Ville pour l'adaptation des infrastructures existantes aux nouveaux besoins (Annexe I).

⁴ Les frais de conception et de réalisation de ces installations sont à la charge des propriétaires.

⁵ Dans le cas où la construction d'une installation commune à plusieurs bâtiments n'est pas simultanée à celle d'un bâtiment, une quote-part proportionnelle au nombre de logements prévus est exigible à l'obtention de l'autorisation de construire. Ce montant est affecté à une réalisation différée dans le périmètre concerné.

⁶ Ces infrastructures doivent être construites simultanément à la réalisation des immeubles qu'elles doivent desservir. En cas de construction différée, des infrastructures provisoires doivent être mises à disposition avant l'emménagement des habitants et des entreprises, aux frais des propriétaires.

⁷ L'entretien des infrastructures est à la charge de la Ville. Les propriétaires veillent à ce que la Ville puisse y avoir accès en tout temps et sans avoir à solliciter d'accord.

Chapitre V Salubrité publique

Article 26 Dépôts interdits

¹ Tout dépôt de déchets en dehors des installations de collecte ou en dehors des endroits et des horaires définis par la Ville est interdit.

² Des déchets provenant de l'extérieure du territoire de la commune ne peuvent être importés sur le territoire de la commune, sauf autorisation du canton ou de la Ville.

³ Les poubelles publiques sont destinées à recevoir des déchets de petite taille. Il est interdit d'y introduire des sacs d'ordures ou d'importantes quantités de déchets.

⁴ Tout dépôt effectué par erreur ou volontairement dans un conteneur inapproprié, ou à côté de celui attribué à tel déchet, expose le contrevenant aux mesures et sanctions prévues aux articles 30 et suivants du présent règlement.

⁵ Les déchets encombrants ne doivent pas être déposés sur les écopoints, mais respecter les consignes de l'art. 11 du présent règlement.

Chapitre VI Autres déchets

Article 27 Prestations particulières aux entreprises de 250 emplois ou plus

La Ville peut proposer aux entreprises de 250 emplois ou plus la collecte et le transport des catégories de déchets analogues aux déchets urbains. En cas d'accord, cette prestation est facturée à l'entreprise.

Chapitre VII Contrôle de l'application du présent règlement

Article 28 Principe

¹ Afin d'assurer le respect du présent règlement et, en particulier, garantir le tri des déchets, la Ville contrôle périodiquement l'origine, le volume, le poids et les caractéristiques des déchets.

² Le contrôle de la qualité du tri peut notamment être effectué en ouvrant les sacs noirs incinérables, en se basant notamment sur le bruit, l'odeur et la forme de ces derniers.

³ Les contrôles peuvent être effectués dans les sacs ou récipients dans les installations de collecte ou abandonnés sur la voie publique.

Article 29 Personnes habilitées à procéder aux constats

¹ Au sein du service de la sécurité municipale, les agents du domaine public et stationnement et les agents de la police municipale, ainsi que les collaborateurs du service technique et voirie communal assermentés à cet effet par le conseil administratif, sont chargés de la surveillance et des contrôles en vue du respect du présent règlement.

² Lorsqu'ils constatent une infraction au présent règlement, ils établissent un rapport d'inspection ou un procès-verbal de constat.

³ Les détenteurs de déchets, les usagers des installations de collecte, les propriétaires et leurs mandataires sont tenus de laisser les agents et collaborateurs chargés de l'application du présent règlement procéder aux contrôles et de leur fournir les renseignements utiles.

Article 30 Mesures administratives

¹ Sur la base du rapport établi par les agents ou collaborateurs communaux assermentés, le Conseil administratif est compétent pour ordonner les mesures administratives, au sens de l'article 38 de la loi sur la gestion des déchets, nécessaires au rétablissement d'une situation conforme aux prescriptions du présent règlement, aux frais des contrevenants.

² Il peut déléguer ces compétences au service de la sécurité municipale ou au service technique et voirie communal. Demeurent

réservées les mesures administratives qui sont de la seule compétence de la police municipale.

³ Demeurent réservées les compétences de surveillance et d'intervention des autorités cantonales en cas de violation des dispositions fédérales et cantonales visées au préambule du présent règlement, en particulier de la loi sur la gestion des déchets. La Ville dénonce immédiatement au département les cas qui relèvent de la compétence de ce dernier.

Article 31 Amendes administratives

¹ Les infractions aux prescriptions du présent règlement sont passibles d'une amende administrative selon l'article 43 de la loi sur la gestion des déchets.

² Les amendes sont infligées par le Conseil administratif sur la base du rapport d'inspection ou procès-verbal de constat établi par les agents ou collaborateurs communaux assermentés.

³ Le Conseil administratif peut déléguer cette compétence au service de la sécurité municipale.

⁴ Demeurent également réservées les compétences de surveillance et d'intervention des autorités cantonales en cas de violation des dispositions fédérales et cantonales visées au préambule du présent règlement, en particulier de la loi sur la gestion des déchets. La ville de Meyrin dénonce immédiatement au département les cas qui relèvent de la compétence de ce dernier.

Article 32 Poursuites

Conformément aux dispositions générales de la loi sur la procédure administrative, les décisions définitives infligeant une amende, ainsi que les bordereaux définitifs relatifs aux frais des travaux d'office, aux émoluments administratifs et aux redevances, sont assimilés à des jugements exécutoires au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, du 11 avril 1889. Le recouvrement est poursuivi conformément aux dispositions de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite.

Article 33 Voie de recours

Les décisions prises par la Ville en vertu du présent règlement sont susceptibles de recours auprès du Tribunal administratif de première instance (article 50 LGD).

Chapitre VIII Dispositions finales

Article 34 Publication du règlement

Le présent règlement est disponible sur demande à la mairie et est publié sur le site internet de la commune.

Article 35 Clause abrogatoire

Le règlement communal sur la gestion des déchets de la commune de Meyrin, du 23 janvier 2007, est abrogé.

Article 36 Entrée en vigueur

Le présent règlement est adopté par le Conseil municipal le [REDACTED].
Le présent règlement rentre en vigueur le [REDACTED].

Article 37 Annexe

¹ Les tarifs applicables à la prise en charge des déchets des entreprises et les modalités de facturation sont déterminés par l'Annexe I au présent règlement.

² Le Conseil administratif est habilité à réviser les tarifs de l'Annexe en fonction des coûts effectifs des prestations concernées, à concurrence d'une majoration maximale de 10% par poste.

Annexe I : Tarification et facturation

A. Facturation des déchets urbains des entreprises

i. Facturation au forfait

La facturation au forfait est établie annuellement au mois d'avril de chaque année pour l'année en cours, sur la base des informations extraites du répertoire des entreprises du Canton de Genève (REG), en date du 31 mars de l'année en cours (ci-après « la date de référence »), notamment le nombre d'emplois, la nature juridique et le type d'activité exercées (ENT LIBELLE NOGA).

Un calcul du forfait au prorata temporis est exclu.

- Si une nouvelle entreprise s'établit sur la ville de Meyrin avant la date de référence, elle est assujettie à la tarification forfaitaire de l'année en cours.
- Si une entreprise déménage hors du territoire meyrinois après la date de référence, elle sera taxée pour l'année en cours.
- Si une entreprise est « radiée » du répertoire des entreprises genevoises après la date de référence, alors elle sera assujettie à la facturation forfaitaire pour l'année en cours.
- Si les déchets ne sont pas triés conformément aux consignes de la Ville, malgré une mise en demeure signifiée à l'entreprise concernée, le tarif applicable à l'entreprise est doublé, voire triplé, selon la gravité des faits.

Déchets urbains incinérables non quantifiables	
	Élimination (ramassage et traitement)
Dès 1 emploi ¹	CHF 50.-/emploi/an ^{2 HT}
Cafés, restaurants, hôtels dès 1 emploi	CHF 200.-/emploi/an ^{2 HT}
Déchets urbains recyclables	
	Élimination (ramassage et traitement) ¹
Papier-carton, déchets organiques, verre	Gratuit (aux écopoints)

¹Dans le cas où une entreprise peut démontrer que le taux d'occupation moyen de leurs employés est inférieur à 80%, une réduction au prorata de taxe lui sera accordée.

² Forfait annuel basé sur le nombre d'emploi de l'entreprise, selon les indications du REG.

³ Ces prix sont revus tous les 5 ans.

ii. Facturation au poids

L'entreprise facturée au poids doit s'équiper de conteneurs conforme à l'art.8 du règlement communal sur la gestion des déchets et les faire équiper d'une puce RFID permettant l'identification de leurs propriétaires lors du pesage. Il incombe à l'entreprise de faire une demande de puce auprès du service Technique et Voirie ou son prestataire. Lorsqu'il n'est pas possible d'établir une facturation au poids, la facturation au forfait est exigée.

La facturation au poids est établie mensuellement sur la base des relevés effectifs des poids.

Le service Technique et Voirie n'est pas tenu responsable des déchets déposés par des tiers dans les conteneurs de l'entreprise. Il appartient à celle-ci de sécuriser son matériel. Le système de sécurisation doit être validé par le service Technique et Voirie.

Les prix du ramassage indiqués ci-dessous sont estimés. Ils seront fixés après la réalisation de l'appel d'offre auprès de prestataires externes, puis validés auprès du surveillant des prix. Si les prix fixés après l'appel d'offre varie au-delà de 10% du montant estimé, alors ils seront approuvés par le Conseil municipal.

Déchets urbains incinérables quantifiables (moyens producteurs)		
	Ramassage	Traitement
Conteneur de 240 litres	CHF 7.- HT	CHF 259.25.-/tonne ¹ HT
Conteneur de 350-360 litres	CHF 8.90.- HT	
Conteneur de 600-770 litres ²	CHF 17.50.- HT	
Benne hors sol de 4m ³ ²	CHF 60.- HT	
Déchets urbains recyclables		
Papier-carton, déchets organiques, verre	Gratuit ³	
Identification des conteneurs ⁴		
Fourniture et pose d'une puce d'identification (RFID)	CHF 15.-HT	
Forfait de déplacement pour la pose d'une puce	CHF 40.-HT	

¹ La taxe de traitement est équivalente à celle du tarif officiel des Services industriels de Genève (inclus la redevance FCGD (Fonds Cantonal de Gestion des Déchets) de CHF 25.-), elle sera automatiquement adaptée en cas de variation.

² Ces tarifs sont également valables pour les déchets incinérables des manifestations sur le domaine public ou au sein des infrastructures communales. Ils sont au frais des organisateurs.

³ Le service de collecte gratuit proposé pour les déchets recyclables dûment triés ne s'adresse qu'aux entreprises sous contrat pour la levée des déchets incinérables.

⁴ Ces prix sont revus tous les 5 ans .

B. Montant de la quote-part relatif au coût des écopoints

i. Principe

La quote-part, fixe et unique, est appliquée par logement ou commerce, afin de couvrir toute ou une partie des coûts d'investissement et d'entretien de l'écopoint sur sa durée de vie, laquelle est fixée à 30 ans depuis sa mise en service.

Le versement de chaque propriétaire d'immeuble interviendra, à première réquisition de la ville de Meyrin, au plus tôt 90 jours après l'ouverture du chantier et au plus tard à la mise en service de l'immeuble. S'il est déjà bâti, le versement est dû à première réquisition de la Ville.

ii. Montant

Montant de la quote-part relatif aux coûts des écopoints	
	Montant de la quote-part
Immeubles à bâtir, en construction, en rénovation	
Quote-part par logement ou commerce ¹	CHF 2'200.- HT

¹ Ces prix sont revus tous les 5 ans.

Ces tarifs sont présentés à titre indicatif, sous réserve de la validation prochaine du service des finances.

C. Montant des prestations particulières

i. Location de matériel

La ville de Meyrin propose la location de benne ou conteneur aux particuliers, afin qu'ils puissent se débarrasser de leurs déchets encombrants ou déchets de taille.

Pour en bénéficier les résidents doivent impérativement prendre connaissance des conditions générales de location des bennes et dûment remplir le formulaire de commande.

Location de matériel		
	Location	Transport
Benne à camionnette 5m ³	CHF 30.- HT	CHF 240.- HT
Conteneur 800l	CHF 5.- HT	CHF 60.- HT

Ces prix sont revus tous les 5 ans.

Ces tarifs sont présentés à titre indicatif, sous réserve de la validation prochaine du service des finances.

ii. Tarif horaire pour prestations particulières

Pour toute prestation particulière nécessitant l'intervention de ressources humaines et matérielles du centre Technique et Voirie de la Ville, le tarif horaire définit ci-dessous régit la facturation.

Ces tarifs sont présentés à titre indicatif, sous réserve de la validation prochaine du service des finances.

Tarifs horaires facturés des ressources humaines et matérielles du centre Technique et Voirie	
	Tarif CHF/heure
Employé du domaine public	CHF 85.- HT ¹
Conducteur de véhicules lourds	CHF 92.- HT ¹
Camion poids lourds 2 essieux ou plus	CHF 175.- HT
Camion poids lourds 2 essieux ou plus avec grue de chargement	CHF 210.- HT
Camionnette 3.5t	CHF 75.- HT

¹ Tarifs majorés en dehors des heures d'ouverture du service de 50% de 17 :00 à 20 :00 et de 100% de 20 :00 à 07 :00

² Ces prix sont revus tous les 5 ans.

D. Conditions de paiement

Les factures sont à payer d'ici la date de paiement indiquée sur la facture. Toute facture non contestée par écrit dans le délai de 30 jours après réception sera réputée acceptée. En cas de désaccord, l'entreprise doit le formuler par écrit ou par courriel auprès des services TV et FIN. Passé ce délai et sans paiement de la part de l'entreprise, l'art 33 du règlement est applicable.

Délibération n° 2025-30 relative à l'ouverture d'un crédit de CHF 538'300.- destiné à financer le remplacement de 3 véhicules et une machine de chantier, ainsi que l'acquisition d'un nouveau véhicule et de 2 vélos électriques pour les besoins des services Technique & voirie, Paysage & biodiversité et Solidarités & cohésion sociale, et à la mise en place de bornes électriques

Vu la pertinence de procéder au remplacement des véhicules/machines selon leur état de vétusté ou d'obsolescence ;

Vu le caractère impératif de l'urgence climatique ;

Vu la loi sur la protection de l'environnement (LPE ; RS 814.01), en particulier les articles relatifs à la réduction des nuisances et des émissions polluantes ;

Vu la loi fédérale sur la réduction des émissions de CO₂ (LCO₂ ; RS 641.71) ;

Vu la loi sur l'énergie (LEn ; RS 730.0) encourageant l'efficacité énergétique et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables ;

Vu l'importance des enjeux liés à la santé publique ;

Vu l'obligation d'adapter les moyens logistiques aux besoins de la population inhérents au développement de la Commune ;

Vu l'affectation des véhicules/machines à remplacer, énumérés dans la présente proposition, et qui font actuellement partie du patrimoine administratif et ne peuvent donc être aliénés pour être vendus ;

Vu la nécessité de transférer ces véhicules/machines figurant au patrimoine administratif au patrimoine financier afin de procéder à leur vente ;

Vu l'inscription au plan des investissements 2025-2035 du renouvellement et des achats des véhicules communaux ;

Vu le rapport de la commission environnement durable ;

Vu la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 ;

Le Conseil municipal, sur proposition du Conseil administratif, dans sa séance du 16 décembre 2025,

**D E C I D E
P A R X X**

1. de remplacer 3 véhicules et 1 machine de chantier pour les besoins des services technique et voirie, paysage et biodiversité et Cohésion sociale, d'acquérir 1 véhicule et 2 vélos électriques pour les besoins des services technique et voirie et paysage et biodiversité et à la mise en place de bornes électriques,
2. d'ouvrir au Conseil administratif un crédit de **CHF 538'300.-** destiné au remplacement des 4 véhicules/machines et à l'acquisition d'1 véhicule et 2 vélos électriques, ainsi que la mise en place de bornes électriques,
3. de comptabiliser la dépense nette de CHF 538'300.- dans le compte des investissements, puis de la porter à l'actif du bilan dans le patrimoine administratif, sous rubrique :
 - 21.10 pour CHF 100'200.-
 - 34.10 pour CHF 83'766.-
 - 61.10 pour CHF 162'967.-
 - 73.10 pour CHF 137'667.-
 - 77.10 pour CHF 53'700.-
4. d'amortir la dépense nette de CHF 538'300.- dès la première année d'utilisation, sous rubrique :
 - 21.33 pour CHF 100'200.- en 8 annuités
 - 34.33 pour CHF 83'766.- en 8 annuités
 - 61.33 pour CHF 162'967.- en 8 annuités
 - 73.33 pour CHF 137'667.- en 8 annuités
 - 77.33 pour CHF 53'700.- en 8 annuités
5. d'autoriser le Conseil administratif à contracter, si nécessaire, un emprunt auprès des établissements de crédit de son choix, à concurrence de CHF 538'300.- afin de permettre le remplacement de 4 véhicules/machines et l'acquisition de 1 véhicule et 2 vélos électriques, ainsi que la mise en place de bornes électriques,
6. de transférer du patrimoine administratif au patrimoine financier, en transitant par le compte des investissements, le montant de CHF 4.- représentant la valeur comptable de l'ensemble des véhicules/machines à remplacer, soit :

Fonction	Responsable du budget	Véhicule	Valeur
73.010000	TV	Mercedes Guima	1.-
61.500000	TV	Tracteur Xylon	1.-
77.100000	PB	Raco	1.-
21.800001	SCoS	Volkswagen T6	1.-

7. d'autoriser la vente ou le don des véhicules/machines listés ci-dessus en cas de vente, de comptabiliser les recettes estimées de CHF 19'500.- aux comptes de fonctionnement sous la rubrique 441.16 Gains provenant des ventes de biens meubles PF,
8. d'autoriser la vente ou le don des nouveaux véhicules/machine de chantier achetés dans cette délibération, lorsqu'ils seront obsolètes ou amortis.

Certifié conforme à la décision du
Conseil municipal

Le Président
Francisco SANCHEZ

Exposé des motifs

Les quatre véhicules communaux, dont le Conseil administratif propose le remplacement, présentent un degré de vétusté important. Plusieurs unités arrivent en fin de vie, que ce soit en raison de leurs années de service, de leur kilométrage élevé ou du nombre d'heures d'utilisation accumulées. Certains véhicules ont plus de vingt ans d'exploitation.

Leur maintien en état de fonctionnement engendre des coûts d'entretien et de réparation toujours plus élevés. Les pannes récurrentes, de plus en plus complexes sur le plan technique, ne peuvent désormais plus être traitées à l'interne par l'atelier mécanique communal et nécessitent le recours à des prestataires externes spécialisés. Également, certaines pièces électroniques ne sont plus disponibles sur le marché.

Par ailleurs, la majorité de ces véhicules/machines sont encore équipés de motorisations thermiques (diesel ou essence). Conformément aux engagements de la Commune en matière de durabilité et de transition énergétique, il est proposé de remplacer trois d'entre eux par des modèles électriques car des alternatives adaptées aux besoins opérationnels sont disponibles sur le marché.

La planification communale prévoit dorénavant de proposer le remplacement de véhicules et machines tous les deux ans, au lieu de quatre ans à l'époque. Cette réduction du cycle de renouvellement vise à permettre une plus grande réactivité face à l'évolution rapide des technologies de propulsion et à l'élargissement constant de l'offre de véhicules à faibles ou zéro émissions — qu'il s'agisse de motorisations électriques, à hydrogène ou à pile à combustible.

Également, les procédures d'achat étant plus complexes, cette fréquence permet à l'administration d'être plus réactive.

Le choix des véhicules et machines proposés repose sur les critères suivants :

- adéquation fonctionnelle avec les besoins opérationnels des services concernés ;
- possibilités de mutualisation entre les différentes équipes ;
- performances environnementales (émissions, bruit, consommation) ;
- fiabilité et contraintes de maintenance ;
- coûts d'acquisition et d'exploitation ;
- valorisation d'une diversification des sources d'énergie ;
- proximité et qualité du service offert par le concessionnaire.

Cette démarche s'inscrit dans une gestion responsable et durable du parc communal, conciliant efficacité opérationnelle, maîtrise des coûts et réduction de l'empreinte écologique.

Dans ce cadre, les besoins du pôle manifestations du service CAE, fortement exprimés cette année, pourraient justifier la mise à disposition d'un véhicule dédié au transport de matériel. Toutefois, ces besoins ne sont pas encore clairement définis, et une mutualisation pourrait être possible ; pour cette raison, une réaffectation provisoire du véhicule utilisé par la production horticole est prévue dans l'attente de précisions.

Service Technique & Voirie

Véhicule de service (73)

Véhicule à remplacer	: Mercedes Guima Mise en circulation 2009 151'000 km	N° communal 003
Utilisation	: Véhicule de tournée journalière – ramassage des encombrants	
Véhicules proposés pour remplacement :		
Véhicule durable	: Véhicule similaire – Électrique	CHF 136'000.- T.T.C.
Véhicule classique	: Véhicule similaire – Diesel	CHF 139'500.- T.T.C.
	Reprise possible estimée	CHF 4'000.- T.T.C
Motivation	: Principale utilisation par l'équipe de nettoyage pour transporter le personnel, le matériel et les encombrants lors d'interventions sur le domaine public. Ce véhicule multifonctionnel permettra de garantir les prestations dans les différents secteurs. Les bennes sont interchangeables, avec un plateau ou des bennes fermées, il peut être utilisé pour les livraisons de petits matériels de manifestation par l'équipe des travaux techniques également.	
Remarques	: La variante électrique bénéficie d'un rabais chez un fournisseur rendant son prix attractif	

Véhicule communal (61)

Véhicule à remplacer	: Tracteur Xylon Mise en circulation 2004 2'381 heures	N° communal 008
Utilisation	: Véhicule utilisé lors des manifestations pour le transport et les manutentions du matériel sur les chars remorqués, lors du déneigement ainsi que pour les transports de bennes type Fahr.	
Véhicules proposés pour remplacement :		
Véhicule classique	: Véhicule similaire - Diesel	CHF 157'300.- T.T.C.
Véhicule durable	: Véhicule similaire - Électrique	CHF 195'000.- T.T.C.
	: Reprise possible estimée	CHF 10'000.- T.T.C
Motivation	: Choix d'un véhicule adapté aux nouveaux gabarits des routes meyrinoises. La version Diesel est préconisée pour permettre le déneigement ainsi que l'attelage des chars de transports. Le véhicule électrique n'est pas homologué pour l'attelage d'une remorque. Le nouveau véhicule permettra le chargement de gravats, copeaux lors des chantiers, le montage des chalets et des manœuvres facilitées lors des manifestations. Facile d'utilisation il peut être mutualisé avec les services paysages et biodiversité et sports notamment.	
Remarques	: ENV mettra à la vente la remorque et les bennes de type Fahr utilisables uniquement avec le tracteur Xylon.	

Service Paysage & Biodiversité

Véhicule des Serres (34)

Véhicule à remplacer	: Hyundai	N° communal 004
	Mise en circulation 2003	
	84'000 Km	
Utilisation	: Principale utilisation par l'équipe des serres. Livraisons des décorations florales des différents bâtiments administratifs de la ville. Également utilisés pour l'achat de plantes/fleurs.	
Véhicules proposés pour l'acquisition:		
Véhicule durable	: Véhicule utilitaire – Électrique	CHF 78'100.- T.T.C.
Véhicule classique	: Véhicule utilitaire - Diesel	CHF 61'100.- T.T.C.
Motivation	: Le véhicule proposé répond à l'usage actuel et futur. Permet le transport des plantes en pots pour les évènements ponctuels communaux.	
Remarques	: L'ancien véhicule sera conservé et utilisé temporairement par le service CAE pour le transport de matériel lors d'évènements. Une analyse des besoins doit être spécifiée par ce service en vue de l'acquisition d'un véhicule adapté. Cet éventuel achat se fera dans une autre délibération.	

Machine cimetière (77)

Machine à remplacer	: Raco	N° communal 037
	Mise en circulation 2003	
	2'391 h	
Utilisation	: Véhicule utilisé pour l'entretien des cimetières lors des creuses et des chantiers de génie civil.	
Machine proposée pour remplacement :		
Machine durable	: Machine similaire - Électrique	CHF 50'700.- T.T.C.
Machine classique	: Machine similaire - Diesel	CHF 32'400.- T.T.C.
	: Reprise possible estimée	CHF. 4'500.- T.T.C.
Motivation	: Réduction de l'impact environnemental par rapport à l'ancien véhicule polluant et obsolète. Machine utilisée également par le service technique et voirie lors de chantier de génie civil par exemple	
Remarques	:	

Service des cuisines scolaires

Véhicule de transport repas (21)

Véhicule à remplacer	: Volkswagen T6	N° communal 021
	Mise en circulation 2006	
	83'786 km	
Utilisation	: Véhicule utilisé pour la livraison des repas dans les cuisines scolaires de la Ville.	
Véhicules proposés pour remplacement :		
Véhicule durable	: Véhicule – Électrique	CHF 88'200.- T.T.C.
Véhicule classique	: Véhicule - Thermique	CHF 72'200.- T.T.C.
	Reprise possible estimée	CHF 1'000.-
Motivation	: Véhicule usagé et difficulté à passer la visite, problèmes électroniques irrésolvables et manque de pièces sur le marché	
Remarques	:	

Fonction	Véhicules/machines à remplacer/*nouveau véhicule	N°	Service/ Section	Prix T.T.C moteur classique	Prix T.T.C moteur énergie alternative	Reprise possible estimée
Technique & Voirie						
73	Mercedes Guima	3	Technique & Voirie	139'500 CHF	136'000 CHF	4'000 CHF
61	Tracteur Xylon	8	Technique & Voirie	157'300 CHF	195'000 CHF	10'000 CHF
	Vélo électrique		Technique & Voirie		4'000 CHF	
Paysage & Biodiversité						
34	Fourgon transport	4	Paysage & Biodiversité	61'100 CHF	78'100 CHF	
77	Raco	37	Paysage & Biodiversité	32'400 CHF	50'700 CHF	4'500 CHF
	Vélo électrique		Paysage & Biodiversité		4'000 CHF	
Cohésion sociale						
21	Wolswagen T6	21	SCoS - Cuisines scolaires	72'200 CHF	88'200 CHF	1'000 CHF
	Total			462'500 CHF	556'000 CHF	19'500 CHF
	Total véhicules préconisés (en gras) TTC TVA à 8.1%		518'300 CHF			
Coûts d'adaptation des installations électriques par bâtiment						
	Site du centre voirie et horticole		2 lignes		5'000 CHF	
	Site du cimetière de Feuillasse		1 ligne		3'000 CHF	
	Site de l'école de Livron		1 ligne		12'000 CHF	
	Total adaptation des installations		20'000 CHF			

1. Groupe ou prestation publique concerné :

21 – Scolarité obligatoire

34 – Sport et loisirs

61 – Circulation routière

73 – Gestion des déchets

77 – Protection de l'environnement, autres

2. Crédit d'investissement

L'objet figure déjà dans le plan des investissements ? X oui ou ☐ non

Explication signe devant chiffre :

Le moins (-) signifie augmentation des charges ou une diminution de recettes,

Le (+) signifie une diminution des charges ou une augmentation des recettes.

Données du plan des investissements

N° projet:

Investissement brut estimé: - CHF 538'300.-

Recettes d'inv. estimées: + CHF 19'500.-

Impact financier estimé sur le budget de fonctionnement (budget supplémentaire)

I. Charges annuelles: - CHF 68'988 (dont amortissement – CHF 67'288.-)

II. Recettes annuelles moyennes depuis l'année : CHF 0.-

3. Conformité au plan des investissements

L'acceptation de cet objet est-il conforme au plan des investissements ?

au niveau de sa priorité: X oui ou ☐ non

au niveau de l'année de démarrage: X oui ou ☐ non

L'acceptation de cet objet nécessite de **changer la priorité d'un autre projet** (pour des questions financières ou de ressources humaines) ?

☐ oui ou X non

commentaire: